

Malgré un rendement de 700 quintaux à l'hectare

## Annaba : la pomme de terre trop chère



Le prix de la pomme de terre oscille entre 80 et 100 DA. ©D. R.

**“Des milliards sont octroyés sous forme d'encouragement à la production, mais une partie de ces financements va dans la poche des intermédiaires.”**

Malgré une production exceptionnelle de 700 q à l'hectare enregistrée à El-Karma, l'une des communes rurales de cette wilaya, le prix du kilogramme de pomme de terre n'a pas baissé d'un centime à Annaba, où ce tubercule est toujours cédé entre 80 et 100 DA. Sur les marchés de fruits et légumes de la ville chef-lieu, on appréhende même une tendance à la hausse pour les mois à venir du fait de la rareté de ce produit, qui devrait au contraire inonder les étals, à en croire les responsables des services agricoles locaux. Lors d'une visite de travail et d'inspection, qu'il a effectuée avec le wali de Annaba à l'exploitation agricole collective Chaïbi-Larbi d'El-Karma, début juillet dernier, le directeur des services agricoles annonçait, non sans fierté, les rendements records réalisés dans la filière pomme de terre par un particulier venu de la wilaya de Skikda en partenariat avec ladite EAC.

Dans la réalité, les quantités de pomme de terre produites et récoltées dans cette localité ont été expédiées vite fait vers d'autres wilayas, dénonce un élu de la Chambre d'agriculture. Ce dernier se demande si les services agricoles ont bien vérifié si les quantités déclarées, s'agissant notamment de la pomme de terre de semence, ont été effectivement contrôlées, ce dont il doute. Selon lui, les services de l'État ne prennent pas les mesures qu'il faut pour faire respecter les plans de culture tels que déclarés par les exploitants, ce qui leur permettrait, à tout le moins, de s'assurer que les subventions de l'État à titre d'aide à la production agricole ne leur sont pas indûment distribuées.

“Des milliards sont versés chaque année à des particuliers sous forme d'encouragement à l'effort de production agricole, malheureusement une grande partie de ces financements va dans la poche des intermédiaires parasites, que ce soit dans la production de tomate industrielle, dans celle du lait et de la pomme de terre, le cas échéant, alors que l'Algérie continue de recourir à l'importation ruineuse de ces produits stratégiques. Il faut que ça cesse et nous avons les moyens d'y arriver. Les mécanismes de contrôle existent et les fraudeurs où qu'ils se trouvent peuvent être facilement démasqués et punis, pour le bien de tous”, s'indigne cet élu.

**A. Allia**